

Communiqué intersyndical d'appel à la mobilisation

le 20 novembre : un moment nécessaire pour tous les agents de l'archéologie

Les fédérations de la Fonction publique, CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique à faire grève, à se rassembler et à manifester le 20 novembre 2007 (jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale) dans toute la France, sur nos exigences en matière de salaires, d'emploi public, de défense du service public, de ses missions et du statut de la Fonction publique.

En archéologie

Entre mise en concurrence, externalisation « équitable » ou pas, réduction budgétaire, régression statutaire, réorganisation des services, c'est le sacro-saint marché de l'archéologie, créée par la loi de 2003, que le gouvernement veut développer à tous prix...

Les personnels de l'archéologie sont parmi les premiers concernés par cette mobilisation du 20 novembre.

La nouvelle réforme de l'Etat, dénommée Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) touche de plein fouet le ministère de la culture ; des projets de remise en cause des missions du ministère en régions, au niveau déconcentré notamment, seraient extrêmement préjudiciable à l'existence même du ministère. Un tel scénario aurait des conséquences sur les missions et les emplois des Services Régionaux de l'Archéologie et de l'Inrap.

La ministre de la culture, à l'Assemblée Nationale le 30 octobre, a déclaré, en matière de mise en concurrence des fouilles, que « *les grandes entreprises peuvent également avoir leurs services. (...)* » mais aussi que le ministère allait mettre tout son poids dans une politique d'incitation à la concurrence privée alors que dans le même temps, l'opérateur public principal, l'Inrap, se voit doté de moyens bien en deçà des besoins réels pour l'année 2008.

Pour 2008, les besoins opérationnels de l'établissement sont estimés entre 1950 et 2000 équivalent temps plein. La base de négociation du budget primitif de l'Inrap pour 2008 est de 1753 ETP. Ceci est inacceptable. Ce sont environ 200 agents sous contrats à durée déterminée qui pourraient se retrouver au chômage le 1er janvier alors que l'Institut, faute de moyens, aura les plus grande difficultés à accomplir ses missions. Ce sont 10 % de la capacité opérationnelle de l'établissement en moins et une réelle détérioration des conditions de travail des agents.

La masse salariale de l'Inrap est la cible d'attaques budgétaires importantes ; d'après nos prévisions, elles serait amputée de 10 % en 2008. Le projet de repyramidage s'en trouve d'autant contrarié : la direction ne se prononce plus sur un objectif chiffré de 500 agents à repyramider et les critères de changement de catégorie ne sont pas transparents.

Les attaques contre le statut du personnel, le décret 2002-450, sont multipliées par la direction de l'Inrap, ce qui n'est pas nouveau, mais aussi plus récemment de la part du ministère. Ce véritable déni social constitue, pour la direction, le fondement idéologique d'un dialogue social sans démocratie au sein même de l'établissement, entretenu par le ministère qui n'a pas intérêt à agir.

Dans ces conditions, l'intersyndicale appelle tous les agents des services régionaux de l'archéologie et de l'Inrap à faire grève, à se rassembler dans toutes les DRAC et à manifester le 20 novembre 2007 dans toute la France.

Paris, le 12 novembre 2007